L’état du monde en 1995

Rapport du Worldwatch Institute

Partage international nº 80 – Avril 1995

Selon le dernier rapport du Worldwatch Institute, institut de recherche sur l’environnement basé à Washington, la destruction des systèmes naturels planétaires est à ce point avancée que la productivité économique s’en trouve réduite, dans le monde entier. La surexploitation des océans, le déboisement excessif et le pompage exagéré des nappes phréatiques détruisent les ressources de base et augmentent le chômage.

Les conséquences de la surexploitation sont particulièrement visibles dans le domaine de la pêche. Avec la stagnation des prises, l’offre par habitant diminue et les prix augmentent. Durant la dernière décennie, le cours mondial des produits de la mer s’est élevé de près de 4 % par an.

Dans certains pays en voie de développement, l’ampleur du déboisement des forêts tropicales a entraîné la quasi-disparition de cette précieuse ressource, minant ainsi l’économie nationale.

Par ailleurs, le Worldwatch signale que de plus en plus de pays connaissent une pénurie en eau. Dans de grandes régions agricoles, la sollicitation des nappes phréatiques excède désormais leur capacité de recharge. Les prairies sont également soumises à des pressions excessives.

« La précarité écologique conduit à l’instabilité politique », estime Lester Brown, l’un des principaux auteurs du rapport. *« Les rendements exigés étant excessifs, pour tant de ces systèmes naturels, l’équilibre entre l’homme et la nature, qui était resté stable durant des siècles ou des millénaires, est en voie de devenir hautement instable. »*

Dès lors que la demande de produits de la mer ou de bois de chauffage dépasse le rendement normal d’une pêcherie ou d’une forêt, cette demande conduit souvent à la consommation des ressources de base elles-mêmes. Cette combinaison d’une demande sans cesse croissante et d’une diminution des ressources de base peut mener, d’un jour à l’autre, au déséquilibre et à la ruine.

Inverser la tendance

« Afin d’inverser cette tendance à la dégradation de l’environnement, au déclin économique et à la désintégration sociale, il importe de ralentir rapidement la croissance démographique mondiale », estime Hilary French, auteur de la conclusion du rapport. *Heureusement, le Congrès des Nations unies sur la population et le développement, qui s’est tenu au Caire en septembre 1994, a mis au point, sous forme de calendrier, un Plan d’action pour la population mondiale, destiné à stabiliser la population de la planète, d’ici l’an 2050, à moins de 9,8 milliards d’habitants. »*

Ce plan appelle à tripler les dépenses des programmes démographiques d’ici l’an 2000, pour les porter des 5 milliards de dollars actuels, à quelques 17 milliards de dollars annuels. Outre l’extension des services de planning familial, ce plan d’action prévoit de s’attaquer aux causes sous-jacentes du taux élevé de fécondité, comme l’analphabétisme féminin et le statut inférieur de la femme.

« Le Plan d’action pour la population mondiale est peut-être l’initiative la plus hardie jamais entreprise par les Nations unies », estime Lester Brown. Les années de préparation de ce congrès ont vu s’établir un consensus remarquable entre les mondes industriels et ceux en voie de développement, entre les représentants du public et les associations des droits de l’homme et des droits des femmes.

Autre événement prometteur, l’accord de mars 1994 pour doter le GEF (Global Environment facility), le fonds pour l’environnement planétaire, de 2 milliards de dollars supplémentaires destinés à favoriser la protection des biens communs mondiaux durant les trois prochaines années. Hilary French a relevé qu’il était impératif d’orienter massivement les fonds vers des pays du Sud, afin de favoriser l’équilibre de leur développement.

Selon le Worldwatch, il est également temps pour les gouvernements de créer un mécanisme financier spécifique, pour assurer le coût de la transition vers une société équilibrée, en participant aux dépenses pour l’environnement et les initiatives sociales, et aux coûts du maintien de la paix. Afin de décourager

les spéculations déstabilisant les monnaies, le prix Nobel James Tobin a suggéré d'assortir les opérations de change d'une taxe de 0,5 %. Cela rapporterait 1 500 milliards de dollars par an. Même une pression fiscale plus faible, de 0,003 % par exemple, rapporterait 8,4 milliards de dollars par an, montant quatre fois supérieur à la récente dotation du GEF.

« En dépit du soutien du public en faveur du changement à long terme, la réponse internationale à la menace conjointe d'un effondrement écologique et d'une désintégration sociale reste sérieusement inadéquate, a déclaré H. French. *Nous gagnons quelques batailles, mais nous perdons la guerre destinée à créer un avenir durable. »*

Les auteurs du rapport déclarent que *« les réelles menaces pesant sur notre avenir ne proviennent pas tant des traditionnels conflits frontaliers que de la faillite des pêcheries, de l'épuisement des eaux potables, de la disparition des forêts et de l'érosion des sols. »* Et ils ajoutent : *« La sécurité des individus, partout dans le monde, ne dépend plus à présent des investissements effectués pour la modernisation de l'armement, destiné à mener des guerres du passé, mais de ceux qui seront consentis dans les domaines du reboisement, de la conservation des sols, de l'efficacité hydraulique, du planning familial et de l'éducation des femmes dans les pays en développement. »*

Selon le rapport, à moins d'une redéfinition rapide de la notion de sécurité et d'une réorientation des priorités en conséquence, nos enfants auront à affronter un avenir économiquement appauvri et politiquement instable — un avenir que nous ne pouvons facilement imaginer, tant il sera différent du passé récent.

Thématiques : environnement, Économie
Rubrique : Divers